

ACTION URGENTE

MEXIQUE. DES FUSILIERS MARINS ENLÈVENT UN ADULTE ET DEUX MINEURS

Trois personnes, dont deux mineurs, ont été arrêtées fin juillet par des fusiliers marins mexicains dans la ville septentrionale de Nuevo Laredo. On est sans nouvelles d'elles depuis lors mais les autorités militaires nient les faits. Ces personnes semblent avoir été victimes d'une disparition forcée.

Le 29 juillet au petit matin, **José de Jesús Martínez Chigo** et **Diana Laura Hernández Acosta**, jeune fille de 17 ans, rentraient en voiture chez eux, à Nuevo Laredo, lorsque des fusiliers marins les ont arrêtés à un poste de contrôle. Selon un proche de José Martínez, qui se trouvait non loin de là et a assisté à la scène, les fusiliers ont forcé les deux personnes citées et un autre conducteur à monter dans un véhicule de l'armée et les ont emmenés sur une base militaire provisoire installée dans un stade des environs. Il les a suivis en voiture et les a vus entrer. Il a raconté à sa famille ce qui s'était passé. Les familles des victimes se sont rendues sur place le jour même mais on leur a affirmé qu'aucun civil n'était détenu à cet endroit. Des proches ont déposé une plainte auprès de la représentation locale du parquet fédéral et plusieurs témoins oculaires ont fait des déclarations confirmant l'implication de fusiliers marins.

Le 30 juillet vers 11 h 30, **Raúl David Álvarez Gutiérrez**, également âgé de 17 ans, a été arrêté par des fusiliers marins à un poste de contrôle situé dans le sud de la ville. Des témoins, parmi lesquels un ami de sa famille, ont indiqué à ses proches que des militaires lui avaient demandé de sortir de sa voiture et, à l'issue d'un bref échange verbal, l'avaient emmené dans un camion de l'armée. On est sans nouvelles de ce jeune homme depuis lors. Les témoins n'ont pas souhaité effectuer de déclarations sous serment par crainte des représailles. Des parents de Raúl Álvarez ont tenté de déposer une plainte auprès du parquet fédéral mais on ne les y a pas autorisés au motif qu'ils ne pouvaient pas citer de témoins.

Les familles et une organisation locale de défense des droits humains ont fait part de leur souhait d'obtenir des informations sur la détention des trois personnes citées et de savoir où elles se trouvaient mais, pour l'instant, les autorités militaires n'ont pas donné suite à leurs requêtes.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en espagnol ou dans votre propre langue :

- dites-vous préoccupé par le fait que José de Jesús Martínez, Diana Laura Hernández Acosta et David Álvarez Gutiérrez semblent avoir été victimes de disparitions forcées orchestrées par les fusiliers marins mexicains les 29 et 30 juillet, et appelez les autorités à révéler où se trouvent ces personnes et à assurer leur sécurité ;
- demandez aux autorités civiles de mener sans délai une enquête impartiale et minutieuse sur ces disparitions forcées présumées, dont la marine mexicaine se serait rendue coupable, de rendre les conclusions publiques et de traduire les responsables présumés en justice ;
- priez-les de veiller à ce que les témoins et les familles des trois personnes citées bénéficient de mesures de protection, dans le respect de leurs souhaits, et que toutes les entités concernées collaborent pleinement à l'enquête civile et aux démarches entreprises pour localiser les victimes présumées.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 26 SEPTEMBRE 2013 À :

Procureur général de la République
Jesús Murillo Karam
Procuraduría General de la República
Paseo de la Reforma 211-213
Col. Cuauhtémoc, C.P. 06500
Mexico City, Mexique
Fax : +52 55 5346 0908
Courriel : ofproc@pgr.gob.mx
Formule d'appel : *Estimado Señor Procurador, / Monsieur le Procureur,*

Secrétaire à la Marine
Almirante Vidal Soberón Sanz
Secretaría de Marina
Eje 2 Oriente Tramo Heroica Escuela
Naval Militar Núm. 861
Col. Los Cipreses, Delagacion Coyoacán
México D.F., C.P. 04830
Mexique
Courriel : srio@semar.gob.mx
Formule d'appel : *Estimado Señor Secretario, / Monsieur le Ministre,*

Copies à :
ONG
Comité de Derechos Humanos de Nuevo Laredo
Calle Enriqueta Castañeda #8836
Col. La Joya
Nuevo Laredo C.P. 88125
Tamaulipas, Mexique

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Mexique dans votre pays (adresse/s à compléter) :

Nom(s), adresse(s), n° de fax ; courriel ; formule d'appel.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

MEXIQUE. DES FUSILIERS MARINS ENLÈVENT UN ADULTE ET DEUX MINEURS

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Au Mexique, le nombre de personnes disparues – enlevées par des bandes criminelles ou victimes de disparitions forcées orchestrées par des représentants de l'État – est en forte hausse depuis décembre 2006, date à laquelle les autorités fédérales ont lancé une opération de maintien de l'ordre visant à lutter à grande échelle, notamment grâce au déploiement de l'armée, contre la criminalité organisée. En février 2013, le gouvernement actuel, sous la houlette du président Enrique Peña Nieto, a publié une liste de plus de 26 000 personnes qui étaient portées disparues depuis 2006. Il n'a pas fourni davantage de renseignements quant à l'endroit où elles se trouvaient.

Amnesty International a recueilli des informations sur les disparitions d'au moins 152 personnes depuis 2007. Dans au moins 85 de ces cas, on dispose de suffisamment d'éléments attestant l'implication de fonctionnaires, ce qui en fait des disparitions forcées au regard du droit international. Citons l'exemple de six hommes que la marine mexicaine a soumis à une disparition forcée à Nuevo Laredo en 2011. Bien que la Commission nationale des droits humains ait reconnu les faits et recommandé l'ouverture d'une enquête exhaustive, on ignore toujours où se trouvent les personnes concernées et aucun militaire n'a été amené à rendre des comptes (<http://www.amnesty.org/fr/library/info/AMR41/044/2011/fr>).

Le gouvernement du président Peña Nieto a reconnu en partie la gravité de la situation mais pas la mesure de l'implication des représentants de l'État dans des disparitions forcées ni l'absence de véritables enquêtes. Dans de nombreux États mexicains, les autorités s'inscrivent dans un déni total.

Les responsables présumés de deux disparitions forcées seulement ont été traduits en justice en 2006. Dans toutes les autres affaires, les auteurs présumés demeurent libres, ce qui expose davantage de personnes à des risques et ne permet pas de lever le voile sur le sort de milliers de victimes ni de les retrouver.

En mai 2013, le procureur général fédéral a créé l'Unité spéciale de recherche des personnes disparues, composée initialement de 12 procureurs. Il est possible que ce service se soit déjà vu confier des centaines d'affaires mais on ignore s'il est doté des ressources nécessaires pour mener à bien ses tâches. Le procureur général fédéral et ses 32 homologues à l'échelon des États ont adopté des procédures communes en ce qui concerne les affaires de disparitions, présumées forcées ou non. Toutefois, ces procédures n'ont pas été rendues publiques, pas plus qu'elles ne sont appliquées à grande échelle ni soumises à des évaluations.

Pour le moment, il ne s'agit que de mesures isolées et de faible ampleur qui ne permettent pas de lutter contre le non-respect systématique par les autorités des droits des victimes à la vérité, à la justice et à une réparation. En outre, elles ne suffisent pas à clarifier l'implication directe ou indirecte de représentants de l'État dans des disparitions forcées.

Le dernier rapport qu'Amnesty International a consacré à la question, *Confronting a nightmare. Disappearances in Mexico*, a été publié le 4 juin 2013 (<http://www.amnesty.org/en/news/mexico-relatives-disappeared-deserve-more-promises-2013-06-04>, en anglais).

Vous pouvez participer à une action en ligne concernant cette campagne à l'adresse suivante : <http://www.alzatuvoz.org/hastaencontrarles/> (en espagnol uniquement).

Noms : José de Jesús Martínez Chigo (h), Diana Laura Hernández Acosta (f), Raúl David Álvarez Gutiérrez (h)
Hommes et femmes

AU 219/13, AMR 41/048/2013, 13 août 2013